

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2008 — 4623

[2008/204468]

Extrait de l'arrêt n° 172/2008 du 3 décembre 2008

Numéro du rôle : 4374

En cause : le recours en annulation totale ou partielle (articles 7, 42 et 44) de la loi du 27 avril 2007 réformant le divorce, introduit par l'ASBL « Conseil des Femmes francophones de Belgique » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et M. Bossuyt, et des juges P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels et T. Merckx-Van Goey, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 6 décembre 2007 et parvenue au greffe le 10 décembre 2007, l'ASBL « Conseil des femmes francophones de Belgique », dont le siège social est établi à 1210 Bruxelles, rue du Méridien 10, l'ASBL « Vie féminine », dont le siège social est établi à 1030 Bruxelles, rue de la Poste 111, l'ASBL « Ligue des Familles », dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, rue du Trône 127, Damien Dodemont, demeurant à 1315 Incourt, rue de Longpré 15, Dominique Rogiers, demeurant à 1150 Bruxelles, avenue de l'Horizon 7, et Béatrice Maes, demeurant à 6870 Saint-Hubert, Monastère Notre-Dame de Hurtebise 2, ont introduit un recours en annulation totale ou partielle (articles 7, 42 et 44) de la loi du 27 avril 2007 réformant le divorce (publiée au *Moniteur belge* du 7 juin 2007).

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées et à l'objet du recours

B.1.1. L'article 301 du Code civil, tel qu'il a été remplacé par l'article 7 de la loi du 27 avril 2007 réformant le divorce, dispose :

« [...] »

§ 4. La durée de la pension ne peut être supérieure à celle du mariage.

En cas de circonstances exceptionnelles, si le bénéficiaire démontre qu'à l'expiration du délai visé à l'alinéa 1^{er}, il reste, pour des raisons indépendantes de sa volonté, dans un état de besoin, le tribunal peut prolonger le délai. Dans ce cas, le montant de la pension correspond au montant nécessaire pour couvrir l'état de besoin du bénéficiaire ».

B.1.2. L'article 42 de la loi précitée dispose :

« [...] »

§ 5. L'article 301, § 4, du même Code, modifié par l'article 7, est applicable aux pensions alimentaires fixées par un jugement antérieur à l'entrée en vigueur de celle-ci.

Si la durée de cette pension n'a pas été déterminée, le délai de l'article 301, § 4, prend cours à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Si la durée de la pension a été déterminée, cette durée demeure d'application, sans qu'elle puisse excéder la limite prévue à l'alinéa 2.

[...] ».

B.1.3. L'article 44 de la loi précitée dispose :

« La présente loi entre en vigueur le 1^{er} septembre 2007 ».

B.2. La réforme du droit du divorce s'inspire, selon l'exposé des motifs, des conclusions des Etats généraux des familles, tenus en 2004, qui suggéraient, notamment, de fixer un délai maximum quant à la pension alimentaire, cette limitation étant un « corollaire important au fait qu'elle pourrait être due indépendamment de toute faute ». Le législateur a estimé que « le moins arbitraire serait de considérer que le délai maximum pour le paiement d'une pension alimentaire après divorce serait le délai de durée de la vie commune », ce qui paraissait équitable car « il est plus difficile à un conjoint dans le besoin qui a un certain âge de se reclasser qu'à une jeune personne » (*Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, DOC 51-2341/001, pp. 9 et 10). Le caractère limité dans le temps de la pension peut par ailleurs s'expliquer par le souci d'« inciter le créancier à retrouver de nouvelles sources de revenus, ce qu'il aura peut-être négligé de faire sachant la durée illimitée » (*ibid.*, DOC 51-2341/018, p. 103).

B.3. Le recours tend à l'annulation des dispositions précitées. Il ressort toutefois de l'exposé du moyen que les parties requérantes n'attaquent pas la nouvelle réglementation en matière de pension alimentaire après divorce, contenue à l'article 301 du Code civil, en tant que telle, mais uniquement l'effet de cette nouvelle réglementation dans le temps, telle qu'elle est réglée par l'article 42, § 5, de la loi attaquée.

Quant au fond

B.4. Les parties requérantes prennent un moyen unique de la violation par l'article 42, § 5, de la loi précitée du 27 avril 2007 des articles 10, 11 et 11bis de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec les articles 6 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à cette Convention, avec les articles 22 et 23 de la Constitution, avec la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes et avec les principes généraux du droit au respect de l'autorité de la chose jugée, au respect des droits acquis, au respect des droits de la défense et au respect de la confiance légitime et de la sécurité juridique. Elles dénoncent deux discriminations.

En ce qui concerne la première discrimination alléguée

B.5. Les parties requérantes font valoir qu'en instaurant la nouvelle réglementation en matière de pension alimentaire, le législateur traite de la même manière deux catégories de personnes se trouvant dans une situation fondamentalement différente : d'une part, celle des personnes qui, s'étant mariées avant l'entrée en vigueur de la loi réformant le divorce, ont pu faire des choix conduisant un époux à travailler pendant que l'autre s'occuperait des

enfants et du ménage, le second étant légitimement rassuré par la circonstance qu'en cas de divorce, il bénéficierait d'une pension alimentaire aussi longtemps que sa situation financière, précarisée par le choix familial qu'il avait opéré, ne se serait pas nettement améliorée; d'autre part, celle des personnes qui, se mariant après l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, savent à quoi s'en tenir quant aux effets de celle-ci sur leurs droits à une pension alimentaire en cas de divorce.

Cette situation constituerait en outre une discrimination indirecte au détriment des femmes, puisqu'elles sont, dans l'immense majorité des cas, celles qui ont fait le choix de ne pas travailler ou de ne le faire qu'à temps partiel, ce que confirment des statistiques officielles.

B.6. Le principe d'égalité et de non-discrimination ne s'oppose pas à ce que le législateur revienne sur ses objectifs initiaux pour en poursuivre d'autres. D'une manière générale, les pouvoirs publics doivent d'ailleurs pouvoir adapter leur politique aux circonstances changeantes de l'intérêt général.

B.7. Si le législateur estime qu'un changement de politique s'impose, il peut décider de lui donner un effet immédiat et, en principe, il n'est pas tenu de prévoir un régime transitoire. Les articles 10 et 11 de la Constitution ne sont violés que si le régime transitoire ou son absence entraîne une différence de traitement insusceptible de justification raisonnable ou s'il est porté une atteinte excessive au principe de la confiance légitime. Tel est le cas lorsqu'il est porté atteinte aux attentes légitimes d'une catégorie de justiciables sans qu'un motif impérieux d'intérêt général puisse justifier l'absence d'un régime transitoire.

B.8. Le mariage ne fait pas naître pour les personnes qui se marient l'espoir légitime que la réglementation légale en matière de divorce continuera à leur être appliquée même si le législateur estime devoir la modifier pour des motifs d'intérêt général.

L'article 44 de la loi du 27 avril 2007 dispose que celle-ci entre en vigueur le 1^{er} septembre 2007. Conformément à l'article 2 du Code civil, la loi nouvelle s'applique aux effets futurs de situations nées sous le régime de la loi antérieure qui se produisent ou se prolongent sous l'empire de la loi nouvelle, pour autant que cette application ne porte pas atteinte à des droits irrévocablement fixés.

B.9. Les personnes qui étaient mariées lors de l'entrée en vigueur de la loi du 27 avril 2007 et qui, à cette date, n'ont entamé aucune procédure de divorce, n'ont pas acquis le droit irrévocable de pouvoir divorcer en application des dispositions de la loi ancienne.

B.10. Dès lors que l'action en divorce qu'elles introduiraient en application de la loi nouvelle sera régie par les dispositions de celle-ci, leur droit à une pension alimentaire sera également régi par la loi nouvelle, sans que soient violées les dispositions invoquées au moyen.

B.11. Dans la mesure où il reproche aux dispositions attaquées de traiter de la même manière les personnes qui divorcent sous l'empire de la nouvelle loi, sans distinguer si elles se sont mariées avant ou après l'entrée en vigueur de celle-ci, le moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne la seconde discrimination alléguée

B.12. Les parties requérantes font valoir qu'en rendant immédiatement applicable la limitation de la durée de la pension alimentaire, même à l'égard des pensions accordées par des décisions judiciaires devenues définitives avant l'entrée en vigueur de la loi attaquée, le législateur viole les dispositions mentionnées en B.3, plus particulièrement en ce qu'il est porté une atteinte discriminatoire à l'autorité de chose jugée s'attachant à ces décisions judiciaires, ainsi qu'aux attentes légitimes des personnes qui les avaient obtenues.

B.13. L'article 42 de la loi du 27 avril 2007 définit les dispositions transitoires qui concernent, notamment, le nouvel article 301 du Code civil, lequel a modifié le régime antérieur de la pension alimentaire due après le divorce.

Pour ce qui concerne le droit à une pension de personnes qui ont divorcé pour cause déterminée avant l'entrée en vigueur de la loi, la loi nouvelle est sans effet sur ce droit définitivement acquis ou exclu au jour de son entrée en vigueur (article 42, § 3).

En revanche, en ce qui concerne la durée de la pension, accordée avant le 1^{er} septembre 2007, date d'entrée en vigueur de la loi, cette durée ne peut être supérieure à la durée du mariage en application de l'article 42, § 5, de la loi attaquée, qui renvoie à l'article 301, § 4, nouveau du Code civil. Cette limitation s'applique donc même aux pensions après divorce fixées par un jugement devenu définitif avant l'entrée en vigueur de la loi.

Si la pension a été accordée pour une durée indéterminée, elle devient limitée dans le temps et sa durée ne peut être supérieure à la durée du mariage, cette durée prenant cours à la date de l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, soit le 1^{er} septembre 2007. Si la pension a été accordée pour une durée déterminée, celle-ci demeure d'application sans toutefois pouvoir excéder une durée égale à celle du mariage, cette durée prenant cours, elle aussi, le 1^{er} septembre 2007. Enfin, une prolongation de la durée de la pension peut être accordée par le juge, pour des circonstances exceptionnelles, en application du même article 301, § 4, nouveau du Code civil, et aux conditions fixées par cette disposition.

B.14. Cette exception, voulue par le législateur, a été justifiée par le fait que, s'agissant d'une règle relative à un délai, il fallait considérer qu'elle était une règle de procédure et, partant, selon les règles du droit transitoire, applicable immédiatement, même aux divorces prononcés avant l'entrée en vigueur de la loi nouvelle. Ainsi, la ministre de la Justice précisa-t-elle :

« [...] l'on applique les principes généraux du droit transitoire, comme on l'avait d'ailleurs fait en 1998 pour la nouvelle loi sur la prescription.

C'est la seule solution qui permette de concilier les droits des parties et qui soit conforme au principe d'égalité » (*Doc. parl.*, Sénat, 2006-2007, n° 3-2068/4, p. 89).

Cette opinion a été longuement discutée. Ainsi, une sénatrice a-t-elle objecté :

« [...] une loi qui règle la manière dont on fixe le montant de la pension alimentaire n'est pas une loi de procédure, mais de fond. Le droit transitoire invoqué par la ministre ne s'applique donc pas en l'occurrence.

De plus, pourquoi seul l'article 301, § 4, c'est-à-dire la durée de la pension alimentaire, fait-il l'objet de dispositions transitoires ? *Quid* de l'application de cette règle de droit transitoire pour le principe même de la pension et pour son calcul ? » (*ibid.*, p. 90).

La ministre a répondu « que, si l'on s'écarte des principes généraux en matière de droit transitoire, cela suscitera des difficultés devant la Cour d'arbitrage » (*ibid.*, p. 90).

Un amendement, déposé au Sénat, tendant à supprimer le paragraphe 5 de l'article 42, a été rejeté. Il était justifié notamment par la considération suivante :

« Cette disposition porte atteinte au principe de l'autorité de la chose jugée sous la loi ancienne. En vertu de ce principe, les décisions rendues avant l'entrée en vigueur de la loi en ce qui concerne les pensions alimentaires ne peuvent être remises en cause. Si la durée de la pension alimentaire n'a pas été fixée par le passé en vertu de la législation en vigueur, il n'est pas admissible qu'elle puisse être par la suite limitée à la durée du mariage, et ce, à dater de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. Une telle remise en cause surprendrait de manière inéquitable les parties dont les droits auraient été fixés en vertu de l'ancienne législation » (*Doc. parl.*, Sénat, 2006-2007, n° 3-2068/2, amendement n° 35, p. 32).

B.15. Les dispositions attaquées ne pourraient en aucun cas aboutir à mettre en cause des décisions judiciaires passées en force de chose jugée. Si elles poursuivaient un tel objectif, elles violeraient les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'elles priveraient une catégorie de personnes du bénéfice de décisions judiciaires devenues définitives, ce qu'aucune circonstance ne peut justifier.

B.16. Si la décision accordant une pension alimentaire avait fixé la durée de celle-ci, l'article 42, § 5, alinéa 3, de la loi attaquée viole l'autorité de la chose jugée puisqu'il dispose que cette durée « demeure d'application, sans qu'elle puisse excéder la limite prévue à l'alinéa 2 », c'est-à-dire qu'elle ne peut être supérieure à la durée du mariage, ce délai commençant à courir à la date d'entrée en vigueur de la loi.

B.17. Si la décision accordant une pension alimentaire n'avait pas fixé de durée, elle pouvait être modifiée par le juge dans les conditions de l'ancien article 301, § 3, du Code civil, qui disposait :

« § 3. Si, par suite de circonstances indépendantes de la volonté du bénéficiaire de la pension, celle-ci n'est plus suffisante et ce dans une mesure importante pour sauvegarder la situation prévue au § 1^{er}, le tribunal peut augmenter la pension.

Si, par suite d'une modification sensible de la situation du bénéficiaire, le montant de la pension ne se justifie plus, le tribunal peut réduire ou supprimer la pension.

Ceci vaut également en cas de modification sensible de la situation du débiteur de la pension par suite de circonstances indépendantes de sa volonté ».

Il s'ensuit que la décision judiciaire qui a accordé une pension alimentaire ne peut être considérée comme une décision faisant naître des droits irrévocablement fixés.

B.18. Toutefois, en substituant au régime d'une pension illimitée dans le temps, sous réserve de l'application de l'article 301, § 3, ancien du Code civil, un régime qui met fin de plein droit à la pension après une durée égale à celle du mariage, le législateur porte atteinte de manière discriminatoire aux attentes légitimes des personnes dont la situation avait été arrêtée sous l'empire de la loi ancienne et qui ne pouvait être modifiée que dans les conditions fixées par celle-ci.

B.19. Il est vrai que l'article 301, § 4, alinéa 2, nouveau du Code civil permet au tribunal de « prolonger le délai », en cas de « circonstances exceptionnelles » si le bénéficiaire démontre qu'à l'expiration de ce délai « il reste, pour des raisons indépendantes de sa volonté, dans un état de besoin ». Mais le même article précise que « dans ce cas, le montant de la pension correspond au montant nécessaire pour couvrir l'état de besoin du bénéficiaire », c'est-à-dire un montant qui sera, la plupart du temps, très inférieur à celui qui avait été accordé en application de l'article 301, § 1^{er}, ancien du Code civil. Selon cette disposition, la pension devait permettre au bénéficiaire « compte tenu de ses revenus et possibilités, d'assurer son existence dans des conditions équivalentes à celles dont il bénéficiait durant la vie commune ». Le montant correspondant à « l'état de besoin du bénéficiaire » est également inférieur à celui qui est accordé par l'article 301, § 3, nouveau du Code civil, selon lequel « le tribunal fixe le montant de la pension alimentaire qui doit couvrir au moins l'état de besoin du bénéficiaire » et qui doit tenir « compte des revenus et possibilités des conjoints et de la dégradation significative de la situation économique du bénéficiaire ».

B.20. Si le législateur a pu décider que, pour les divorces prononcés en application de la loi nouvelle, la pension alimentaire sera fixée dans les limites établies par celle-ci, notamment quant à sa durée, il n'est pas raisonnablement justifié d'appliquer ce même régime aux pensions accordées, sous l'empire de l'ancienne loi, par des décisions judiciaires devenues définitives avant l'entrée en vigueur de celle-ci.

B.21. Dans cette mesure, le moyen est fondé.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 42, § 5, de la loi du 27 avril 2007 réformant le divorce.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 3 décembre 2008.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux.

Le président,
M. Melchior.

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2008 — 4623

[2008/204468]

Uittreksel uit arrest nr. 172/2008 van 3 december 2008

Rolnummer 4374

In zake : het beroep tot gehele of gedeeltelijke (artikelen 7, 42 en 44) vernietiging van de wet van 27 april 2007 betreffende de hervorming van de echtscheiding, ingesteld door de vzw « Conseil des femmes francophones de Belgique » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en M. Bossuyt, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels en T. Merckx-Van Goey, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 6 december 2007 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 10 december 2007, hebben de VZW « Conseil des Femmes francophones de Belgique », met maatschappelijke zetel te 1210 Brussel, Middaglijnstraat 10, de VZW « Vie féminine », met maatschappelijke zetel te 1030 Brussel, Poststraat 111, de vzw « Ligue des Familles », met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel,

Troonstraat 127, Damien Dodemont, wonende te 1315 Incourt, rue de Longpré 15, Dominique Rogiers, wonende te 1150 Brussel, Horizonlaan 7, en Béatrice Maes, wonende te 6870 Saint-Hubert, Monastère Notre-Dame de Hurtebise 2, beroep tot gehele of gedeeltelijke (artikelen 7, 42 en 44) vernietiging ingesteld van de wet van 27 april 2007 betreffende de hervorming van de echtscheiding (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 juni 2007).

(...)

II. In rechte

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen en van het onderwerp van het beroep

B.1.1. Artikel 301 van het Burgerlijk Wetboek, zoals vervangen bij artikel 7 van de wet van 27 april 2007 betreffende de hervorming van de echtscheiding, bepaalt :

« [...] »

§ 4. De duur van de uitkering mag niet langer zijn dan die van het huwelijk.

In geval van buitengewone omstandigheden, kan de rechtbank de termijn verlengen, indien de uitkeringsgerechtigde aantoonde dat hij bij het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn, om redenen onafhankelijk van zijn wil, nog steeds in staat van behoefte verkeert. In dit geval beantwoordt het bedrag van de uitkering aan het bedrag dat noodzakelijk is om de staat van behoefte van de uitkeringsgerechtigde te dekken.

[...] ».

B.1.2. Artikel 42 van de voormelde wet bepaalt :

« [...] »

§ 5. Artikel 301, § 4, van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij artikel 7, is van toepassing op de uitkeringen tot levensonderhoud, die zijn vastgesteld door een vonnis dat voorafgaat aan de inwerkingtreding van deze wet.

Indien de duur van de uitkering niet werd bepaald, neemt de in artikel 301, § 4, bepaalde termijn een aanvang op de datum van de inwerkingtreding van deze wet.

Indien de duur van de uitkering werd bepaald, blijft deze duur van toepassing, zonder dat ze de beperking waarin wordt voorzien in het tweede lid kan overschrijden.

[...] ».

B.1.3. Artikel 44 van de voormelde wet bepaalt :

« Deze wet treedt in werking op 1 september 2007 ».

B.2. Volgens de memorie van toelichting is de hervorming van het echtscheidingsrecht geïnspireerd op de conclusies van de in 2004 gehouden Staten-generaal van het Gezin, waarin met name werd gesuggereerd een maximumtermijn vast te leggen met betrekking tot de uitkering tot levensonderhoud, waarbij die beperking een « belangrijk logisch gevolg [is] van het feit dat men de uitkering onafhankelijk van elke fout zou kunnen toekennen ». De wetgever heeft geoordeeld dat het « minst willekeurig lijkt om de maximumtermijn voor het betalen van een uitkering tot levensonderhoud na de echtscheiding te bepalen op de termijn van het samenleven », wat billijk leek aangezien « het voor een behoeftige echtgenoot die reeds een bepaalde leeftijd heeft veel moeilijker [is] om de maatschappelijke draad weer op te nemen dan voor een jonge persoon » (*Parl. St.*, Kamer, 2006-2007, DOC 51-2341/001, pp. 9 en 10). Het in de tijd beperkte karakter van de uitkering kan daarenboven worden verklaard door de bekommernis « de uitkeringsgerechtigde ertoe [aan te zetten] [...] nieuwe bestaansmiddelen aan te boren, iets wat hij misschien zal hebben veronachtzaamd in de wetenschap dat de uitkering niet in de tijd beperkt is » (*Parl. St.*, Kamer, 2006-2007, DOC 51-2341/018, p. 103).

B.3. Het beroep beoogt de vernietiging van de voormelde bepalingen. Uit de uiteenzetting van het middel blijkt echter dat de verzoekende partijen niet de nieuwe regeling inzake onderhoudsuitkering na echtscheiding, vervat in artikel 301 van het Burgerlijk Wetboek, als zodanig aanvechten, doch slechts de werking van die nieuwe regeling in de tijd, zoals ze is vastgesteld bij artikel 42, § 5, van de bestreden wet.

Ten gronde

B.4. De verzoekende partijen leiden een enig middel af uit de schending, door artikel 42, § 5, van de voormelde wet van 27 april 2007, van de artikelen 10, 11 en 11bis van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 6 en 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag, met de artikelen 22 en 23 van de Grondwet, met de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen en met de algemene beginselen van het recht op eerbiediging van het gezag van gewijsde, op eerbiediging van de verworven rechten, op eerbiediging van de rechten van de verdediging en op eerbiediging van het gewettigd vertrouwen en de rechtszekerheid. Zij klagen twee discriminaties aan.

Met betrekking tot de eerste aangevoerde discriminatie

B.5. De verzoekende partijen voeren aan dat de wetgever, met de invoering van de nieuwe regeling inzake onderhoudsuitkering, twee categorieën van personen die zich in een fundamenteel verschillende situatie bevinden, op dezelfde wijze behandelt : enerzijds, diegenen die, aangezien zij vóór de inwerkingtreding van de wet betreffende de hervorming van de echtscheiding in het huwelijk zijn getreden, keuzes hebben kunnen maken waarbij één echtgenoot uit werken gaat terwijl de andere zich met de kinderen en met het gezin zou bezighouden, waarbij de laatstgenoemde op gewettigde wijze kon vertrouwen op de omstandigheid dat hij bij een echtscheiding een uitkering tot levensonderhoud zou genieten zolang zijn financiële situatie, precair geworden door de gezinskeuze die hij had gemaakt, niet aanzienlijk zou zijn verbeterd; anderzijds, diegenen die, aangezien zij in het huwelijk treden na de inwerkingtreding van de nieuwe wet, weten waaraan zij zich te houden hebben wat betreft de gevolgen van die wet ten aanzien van hun rechten op een uitkering tot levensonderhoud in het geval van een echtscheiding.

Die situatie zou bovendien een onrechtstreekse discriminatie uitmaken ten nadele van de vrouwen, aangezien zij, in de overgrote meerderheid van de gevallen, diegenen zijn die ervoor hebben gekozen niet te werken of zulks enkel deeltijds te doen, wat door officiële statistieken wordt bevestigd.

B.6. Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie verzet zich niet ertegen dat de wetgever terugkomt op zijn oorspronkelijke doelstellingen om er andere na te streven. In het algemeen trouwens moet de overheid haar beleid kunnen aanpassen aan de wisselende vereisten van het algemeen belang.

B.7. Indien de wetgever een beleidswijziging noodzakelijk acht, vermag hij te oordelen dat die beleidswijziging met onmiddellijke ingang moet worden doorgevoerd en is hij in beginsel niet ertoe gehouden in een overgangsregeling te voorzien. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn slechts geschonden indien de overgangsregeling of de afwezigheid daarvan tot een verschil in behandeling leidt waarvoor geen redelijke verantwoording bestaat of indien aan het vertrouwensbeginsel op buitensporige wijze afbreuk wordt gedaan. Dat laatste is het geval wanneer de rechtmatige verwachtingen van een bepaalde categorie van rechtsonderhorigen worden miskend zonder dat een dwingende reden van algemeen belang voorhanden is die het ontbreken van een overgangsregeling kan verantwoorden.

B.8. De toetreding tot het huwelijk doet voor de personen die in het huwelijk treden niet de rechtmatige verwachting ontstaan dat de wettelijke regeling inzake echtscheiding op hen van toepassing zal blijven, zelfs al oordeelt de wetgever dat hij ze dient te wijzigen om redenen van algemeen belang.

Artikel 44 van de wet van 27 april 2007 bepaalt dat die wet in werking treedt op 1 september 2007. Overeenkomstig artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek is de nieuwe wet van toepassing op de toekomstige gevolgen van onder het stelsel van de vroegere wet ontstane situaties die zich voordoen of zich voortzetten onder de gelding van de nieuwe wet, voor zover die toepassing geen afbreuk doet aan onherroepelijk vastgestelde rechten.

B.9. De personen die in het huwelijk waren getreden bij de inwerkingtreding van de wet van 27 april 2007 en die, op die datum, geen enkele echtscheidingsprocedure hebben opgestart, hebben niet het onherroepelijke recht verworven uit de echt te kunnen scheiden met toepassing van de bepalingen van de vroegere wet.

B.10. Aangezien de vordering tot echtscheiding die zij met toepassing van de nieuwe wet zouden instellen, door de bepalingen van die wet zal worden geregeld, zal hun recht op een uitkering tot levensonderhoud eveneens door de nieuwe wet worden geregeld, zonder dat de in het middel aangevoerde bepalingen zijn geschonden.

B.11. Voor zover erin wordt aangeklaagd dat de bestreden bepalingen de personen die onder de gelding van de nieuwe wet uit de echt scheiden, op dezelfde manier behandelen, zonder een onderscheid te maken naargelang zij vóór of na de inwerkingtreding van die wet in het huwelijk zijn getreden, is het middel niet gegrond.

Met betrekking tot de tweede aangevoerde discriminatie

B.12. De verzoekende partijen doen gelden dat door de beperking van de duur van de uitkering tot levensonderhoud onmiddellijk van toepassing te maken, zelfs op de uitkeringen die zijn toegekend bij vóór de inwerkingtreding van de bestreden wet definitief geworden rechterlijke beslissingen, de wetgever de in B.3 vermelde bepalingen schendt, in het bijzonder in zoverre op discriminerende wijze afbreuk is gedaan aan het gezag van gewijsde dat met die rechterlijke beslissingen gepaard gaat, alsook aan de gewettigde verwachtingen van de personen die ze hadden verkregen.

B.13. Artikel 42 van de wet van 27 april 2007 stelt de overgangsbepalingen vast die met name betrekking hebben op het nieuwe artikel 301 van het Burgerlijk Wetboek, dat de vroegere regeling van de na echtscheiding verschuldigde uitkering tot levensonderhoud heeft gewijzigd.

Wat betreft het recht op een uitkering van personen die op grond van bepaalde feiten uit de echt zijn gescheiden vóór de inwerkingtreding van de wet, heeft de nieuwe wet geen gevolgen voor dat recht dat definitief is verworven of uitgesloten op de dag van de inwerkingtreding ervan (artikel 42, § 3).

De duur van de uitkering, toegekend vóór 1 september 2007, de datum van inwerkingtreding van de wet, kan daarentegen niet langer zijn dan de duur van het huwelijk met toepassing van artikel 42, § 5, van de bestreden wet, dat verwijst naar het nieuwe artikel 301, § 4, van het Burgerlijk Wetboek. Die beperking is dus zelfs van toepassing op de uitkeringen na echtscheiding die zijn vastgesteld bij een vonnis dat definitief is geworden vóór de inwerkingtreding van de wet.

Indien de uitkering werd toegekend voor onbepaalde duur, wordt ze beperkt in de tijd en kan de duur ervan niet langer zijn dan de duur van het huwelijk, waarbij die duur ingaat op de datum van de inwerkingtreding van de nieuwe wet, namelijk 1 september 2007. Indien de uitkering werd toegekend voor een bepaalde duur, blijft ze van toepassing zonder echter een duur die gelijk is aan die van het huwelijk, die ook op 1 september 2007 ingaat, te kunnen overschrijden. Ten slotte kan een verlenging van de duur van de uitkering worden toegekend door de rechter, voor buitengewone omstandigheden, met toepassing van hetzelfde nieuwe artikel 301, § 4, van het Burgerlijk Wetboek, en onder de bij die bepaling vastgestelde voorwaarden.

B.14. Die door de wetgever gewenste uitzondering werd verantwoord doordat, aangezien het een regel met betrekking tot een termijn betreft, men diende aan te nemen dat ze een procedurereguleerend was en bijgevolg, volgens de regels van het overgangsrecht, onmiddellijk van toepassing was, zelfs op de echtscheidingen uitgesproken vóór de inwerkingtreding van de nieuwe wet. Zo preciseerde de minister van Justitie :

« [...] men [past] de algemene beginselen van het overgangsrecht [toe] [...], zoals men dat overigens in 1998 heeft gedaan voor de nieuwe wet betreffende de verjaring.

Dat is de enige oplossing die de rechten van de partijen met elkaar verzoent en die het gelijkheidsbeginsel respecteert » (*Parl. St.*, Senaat, 2006-2007, nr. 3-2068/4, p. 89).

Over dat standpunt werd lang gediscussieerd. Zo wierp een senatrice het volgende op :

« [...] een wet die de manier regelt waarop men het bedrag van de onderhoudsuitkering vaststelt [is] geen procedurewet [...], maar een wet ten gronde. Het overgangsrecht waarover de minister het heeft geldt dus in dit geval niet.

Waarom bestaan er overigens alleen overgangsbepalingen voor artikel 301, § 4, dit wil zeggen voor de looptijd van de onderhoudsuitkering ? Wat met de toepassing van het overgangsrecht op het principe van de uitkering zelf en op de berekening ervan ? » (*ibid.*, p. 90).

De minister heeft geantwoord « [...] dat een afwijking van de algemene principes van het overgangsrecht aanleiding zal geven tot problemen voor het Arbitragehof » (*ibid.*, p. 90).

Een in de Senaat ingediend amendement om paragraaf 5 van artikel 42 te schrappen, werd verworpen. Het werd met name verantwoord door de volgende overweging :

« Deze bepaling doet afbreuk aan het gezag van gewijsde onder de vorige wet. Het principe is dat beslissingen genomen voor de inwerkingtreding van de wet betreffende de alimentatie, niet kunnen worden herzien. Als de alimentatie in het verleden door de geldende wetgeving niet werd beperkt in de tijd, kan zij nu ook niet vanaf de datum van inwerkingtreding van de nieuwe wet, worden beperkt tot de duur van het huwelijk. Dit zou onbillijk zijn jegens de partijen die hun rechten hebben verkregen krachtens de oude wetgeving » (*Parl. St.*, Senaat, 2006-2007, nr. 3-2068/2, amendement nr. 35, p. 32).

B.15. De bestreden bepalingen zouden in geen geval ertoe mogen leiden rechterlijke beslissingen die in kracht van gewijsde zijn gegaan, in het geding te brengen. Indien zij een dergelijke doelstelling zouden hebben, zouden zij de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden doordat zij aan een categorie van personen het voordeel van rechterlijke beslissingen die definitief zijn geworden, zouden ontzeggen, wat door geen enkele omstandigheid kan worden verantwoord.

B.16. Indien in de beslissing tot toekenning van een uitkering tot levensonderhoud de duur van die uitkering werd vastgesteld, schendt artikel 42, § 5, derde lid, van de bestreden wet het gezag van gewijsde aangezien het bepaalt dat die duur « van toepassing [blijft], zonder dat ze de beperking waarin wordt voorzien in het tweede lid kan overschrijden », met andere woorden dat die duur niet langer kan zijn dan de duur van het huwelijk, waarbij die termijn een aanvang neemt op de datum van inwerkingtreding van de wet.

B.17. Indien in de beslissing tot toekenning van een uitkering tot levensonderhoud geen duur werd vastgesteld, kon die beslissing door de rechter worden gewijzigd onder de voorwaarden van het vroegere artikel 301, § 3, van het Burgerlijk Wetboek, dat bepaalde :

« Indien de uitkering, ingevolge omstandigheden onafhankelijk van de wil van de uitkeringsgerechtigde, in ruime mate ontoereikend is geworden om de in § 1 bedoelde toestand te waarborgen, kan de rechter de uitkering verhogen.

Indien de toestand van de uitkeringsgerechtigde een ingrijpende wijziging heeft ondergaan zodat het bedrag van de uitkering niet meer verantwoord is, kan de rechtbank de uitkering verminderen of opheffen.

Dit geldt eveneens bij ingrijpende wijziging van de toestand van de uitkeringsplichtige ingevolge omstandigheden onafhankelijk van zijn wil ».

Daaruit volgt dat de rechterlijke uitspraak waarbij een onderhoudsuitkering werd toegekend, niet kan worden beschouwd als een beslissing die onherroepelijk vastgestelde rechten doet ontstaan.

B.18. Door echter, onder voorbehoud van de toepassing van het vroegere artikel 301, § 3, van het Burgerlijk Wetboek, de regeling van een in de tijd onbeperkte uitkering te vervangen door een regeling die de uitkering van rechtswege beëindigt na een duur die gelijk is aan die van het huwelijk, doet de wetgever op discriminerende wijze afbreuk aan de gewettigde verwachtingen van de personen wier situatie onder de gelding van de vroegere wet was vastgesteld en enkel onder de bij die wet vastgestelde voorwaarden kon worden gewijzigd.

B.19. Het nieuwe artikel 301, § 4, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek maakt het de rechtbank weliswaar mogelijk « de termijn [te] verlengen », in geval van « buitengewone omstandigheden », indien de uitkeringsgerechtigde aantoont dat hij bij het verstrijken van die termijn « om redenen onafhankelijk van zijn wil, nog steeds in staat van behoefte verkeert ». In hetzelfde artikel wordt echter verduidelijkt dat « in dit geval [...] het bedrag van de uitkering [beantwoordt] aan het bedrag dat noodzakelijk is om de staat van behoefte van de uitkeringsgerechtigde te dekken », met andere woorden een bedrag dat meestal veel lager zal zijn dan het bedrag dat werd toegekend met toepassing van het vroegere artikel 301, § 1, van het Burgerlijk Wetboek. Volgens die bepaling diende de uitkering de uitkeringsgerechtigde in staat te stellen « rekening houdend met zijn inkomsten en mogelijkheden, [...] in zijn bestaan te voorzien op een gelijkwaardige wijze als tijdens het samenleven ». Het bedrag dat overeenstemt « met de staat van behoefte van de uitkeringsgerechtigde » is eveneens lager dan het bedrag dat wordt toegekend bij het nieuwe artikel 301, § 3, van het Burgerlijk Wetboek, volgens hetwelk « de rechtbank [...] het bedrag van de onderhoudsuitkering vast [legt] die ten minste de staat van behoefte van de uitkeringsgerechtigde moet dekken » en die « rekening [dient te houden] met de inkomsten en mogelijkheden van de echtgenoten en met de aanzienlijke terugval van de economische situatie van de uitkeringsgerechtigde ».

B.20. Hoewel de wetgever vermocht te beslissen dat, voor de met toepassing van de nieuwe wet uitgesproken echtscheidingen, de uitkering tot levensonderhoud zal worden bepaald binnen de bij die wet vastgestelde beperkingen, met name met betrekking tot de duur ervan, is het niet redelijk verantwoord diezelfde regeling toe te passen op de uitkeringen die, onder de gelding van de vroegere wet, zijn toegekend bij vóór de inwerkingtreding van die wet definitief geworden rechterlijke beslissingen.

B.21. In die mate is het middel gegrond.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt artikel 42, § 5, van de wet van 27 april 2007 betreffende de hervorming van de echtscheiding.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, op de openbare terechtzitting van 3 december 2008.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2008 — 4623

[2008/204468]

Auszug aus dem Urteil Nr. 172/2008 vom 3. Dezember 2008

Geschäftsverzeichnisnummer 4374

In Sachen: Klage auf völlige oder teilweise (Artikel 7, 42 und 44) Nichtigerklärung des Gesetzes vom 27. April 2007 zur Reform der Ehescheidung, erhoben von der VoG «Conseil des Femmes francophones de Belgique» und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und M. Bossuyt, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels und T. Merckx-Van Goey, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 6. Dezember 2007 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 10. Dezember 2007 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben die VoG «Conseil des femmes francophones de Belgique», mit Vereinigungssitz in 1210 Brüssel, rue du Méridien 10, die VoG «Vie féminine», mit Vereinigungssitz in 1030 Brüssel, rue de la Poste 111, die VoG «Ligue des Familles», mit Vereinigungssitz in 1050 Brüssel, rue du Trône 127, Damien Dodemont, wohnhaft in 1315 Incourt, rue de Longpré 15, Dominique Rogiers, wohnhaft in 1150 Brüssel, avenue de l'Horizon 7, und Béatrice Maes, wohnhaft in 6870 Saint-Hubert, Monastère Notre-Dame de Hurtebise 2, Klage auf völlige oder teilweise (Artikel 7, 42 und 44) Nichtigerklärung des Gesetzes vom 27. April 2007 zur Reform der Ehescheidung (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 7. Juni 2007).

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen und den Gegenstand der Klage

B.1.1. Artikel 301 des Zivilgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 7 des Gesetzes vom 27. April 2007 zur Reform der Ehescheidung, bestimmt:

«[...]»

§ 4. Die Dauer des Unterhalts darf nicht länger als die der Ehe sein.

Im Falle außergewöhnlicher Umstände kann das Gericht die Frist verlängern, wenn der Unterhaltsberechtigte nachweist, dass er nach Ablauf der in Absatz 1 erwähnten Frist aus von seinem Willen unabhängigen Gründen noch immer bedürftig bleibt. In diesem Fall entspricht der Unterhaltsbetrag dem Betrag, der erforderlich ist, um den Unterhaltsberechtigten aus seiner Bedürftigkeit herauszuholen.

[...]».

B.1.2. Artikel 42 des vorerwähnten Gesetzes bestimmt:

«[...]»

§ 5. Artikel 301 § 4 desselben Gesetzbuches, wie abgeändert durch Artikel 7, ist anwendbar auf den Unterhalt, der durch ein Urteil, das vor Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes ergangen ist, festgelegt wurde.

Wenn die Dauer dieses Unterhalts nicht festgelegt wurde, läuft die in Artikel 301 § 4 bestimmte Frist ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Gesetzes.

Wenn die Dauer des Unterhalts festgelegt wurde, bleibt diese Dauer anwendbar, ohne dass sie über die in Absatz 2 vorgesehene Begrenzung hinausgehen darf.

[...]».

B.1.3. Artikel 44 des vorerwähnten Gesetzes bestimmt:

«Vorliegendes Gesetz tritt am 1. September 2007 in Kraft».

B.2. Gemäß der Begründung beruht die Reform des Ehescheidungsrechts auf den Schlussfolgerungen der großen Familienkonferenz von 2004, bei der unter anderem vorgeschlagen wurde, eine Mindestfrist für den Unterhalt festzusetzen, wobei diese Begrenzung eine «bedeutende logische Folge des Umstandes ist, dass der Unterhalt unabhängig von jedem Verschulden gewährt werden könnte». Der Gesetzgeber vertrat die Auffassung, «es wäre am wenigsten willkürlich, davon auszugehen, dass die Höchstfrist für die Zahlung von Unterhalt nach der Ehescheidung der Dauer des Zusammenlebens entsprechen würde», was gerecht wäre, denn «es fällt einem bedürftigen Ehepartner mit einem gewissen Alter schwerer, sich wieder in der Gesellschaft zurechtzufinden als einer jungen Person» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2006-2007, DOC 51-2341/001, SS. 9 und 10). Die zeitliche Begrenzung des Unterhalts kann im Übrigen erklärt werden durch das Bemühen, «einen Anreiz für den Unterhaltsberechtigten zu schaffen, damit er nach neuen Einkommensquellen sucht, was er bei einer unbegrenzten Dauer vielleicht unterlassen würde» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2006-2007, DOC 51-2341/018, S. 103).

B.3. Die Klage ist auf die Nichtigerklärung der vorerwähnten Bestimmungen ausgerichtet. Aus der Darlegung des Klagegrunds geht jedoch hervor, dass die klagenden Parteien nicht die Neuregelung über Unterhalt nach der Ehescheidung, die in Artikel 301 des Zivilgesetzbuches enthalten ist, als solche anfechten, sondern vielmehr die zeitliche Auswirkung dieser Neuregelung, so wie sie in Artikel 42 § 5 des angefochtenen Gesetzes festgelegt ist.

Zur Hauptsache

B.4. Die klagenden Parteien leiten einen einzigen Klagegrund aus einem Verstoß von Artikel 42 § 5 des vorerwähnten Gesetzes vom 27. April 2007 gegen die Artikel 10, 11 und 11bis der Verfassung ab, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 6 und 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention, mit den Artikeln 22 und 23 der Verfassung, mit dem Gesetz vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern sowie mit den allgemeinen Grundsätzen des Rechts auf Achtung der Rechtskraft der Urteile, auf Achtung der erworbenen Rechte, auf Achtung der Rechte der Verteidigung und auf Achtung des rechtmäßigen Vertrauens sowie der Rechtssicherheit. Sie prangern zwei Diskriminierungen an.

In Bezug auf die erste angeführte Diskriminierung

B.5. Die klagenden Parteien führen an, durch die Einführung der Neuregelung über Unterhalt behandle der Gesetzgeber zwei Kategorien von Personen, die sich in einer grundverschiedenen Lage befänden, auf die gleiche Weise: einerseits diejenigen, die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes zur Reform der Ehescheidung geheiratet hätten und sich dafür hätten entscheiden können, dass ein Ehepartner arbeitete, während der andere sich um die Kinder und den Haushalt kümmerte, wobei Letztgenannter rechtmäßig darauf habe vertrauen können, dass er im Falle der Scheidung Unterhalt erhalten würde, solange seine finanzielle Lage, die durch seine Entscheidung für die Familie unsicher geworden sei, sich nicht deutlich gebessert habe; andererseits diejenigen, die nach dem Inkrafttreten des neuen Gesetzes heirateten und wüssten, woran sie sich zu halten hätten angesichts der Auswirkungen dieses Gesetzes auf ihren Anspruch auf Zahlung von Unterhaltsgeld im Falle der Ehescheidung.

Diese Situation stelle außerdem eine indirekte Diskriminierung zum Nachteil der Frauen dar, da sie in der überwiegenden Mehrheit der Fälle diejenigen gewesen seien, die sich dafür entschieden hätten, nicht zu arbeiten oder nur einer Teilzeitbeschäftigung nachzugehen, was durch amtliche Statistiken bestätigt werde.

B.6. Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung spricht nicht dagegen, dass der Gesetzgeber von seinen ursprünglichen Zielen absieht, um andere zu verfolgen. Im Allgemeinen muss die Obrigkeit im Übrigen ihre Politik den sich verändernden Umständen des Gemeinwohls anpassen können.

B.7. Wenn der Gesetzgeber eine Änderung der Politik als notwendig erachtet, kann er beschließen, der Änderung eine sofortige Wirkung zu verleihen, und er ist grundsätzlich nicht verpflichtet, eine Übergangsregelung vorzusehen. Gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung wird nur verstossen, wenn die Übergangsregelung oder ihr Fehlen zu einem nicht vernünftig zu rechtfertigenden Behandlungsunterschied führt, oder wenn der Vertrauensgrundsatz übermäßig verletzt wird. Dies ist der Fall, wenn die rechtmäßigen Erwartungen einer Kategorie von Rechtsunterworfenen verletzt werden, ohne dass ein zwingender Grund des Gemeinwohls das Fehlen einer Übergangsregelung rechtfertigen kann.

B.8. Durch die Eheschließung entsteht bei den heiratenden Person nicht die rechtmäßige Hoffnung, dass die gesetzliche Regelung über die Ehescheidung weiterhin auf sie Anwendung findet, selbst wenn der Gesetzgeber der Auffassung ist, sie aus Gründen des Gemeinwohls ändern zu müssen.

Artikel 44 des Gesetzes vom 27. April 2007 bestimmt, dass es am 1. September 2007 in Kraft tritt. Gemäß Artikel 2 des Zivilgesetzbuches findet das neue Gesetz Anwendung auf die künftigen Auswirkungen von Situationen, die unter der Geltung des vorherigen Gesetzes entstanden sind und unter der Geltung des neuen Gesetzes bestehen oder sich verlängern, sofern diese Anwendung nicht ihre unwiderruflich festgelegten Rechte verletzt.

B.9. Die Personen, die beim Inkrafttreten des Gesetzes vom 27. April 2007 verheiratet waren und an diesem Datum kein Ehescheidungsverfahren eingeleitet hatten, haben nicht das unwiderrufliche Recht erworben, sich in Anwendung der Bestimmungen des vorherigen Gesetzes scheiden lassen zu können.

B.10. Da ein Ehescheidungsverfahren, das sie gegebenenfalls in Anwendung des neuen Gesetzes einleiten, den Bestimmungen dieses Gesetzes unterliegt, wird ihr Recht auf Unterhalt ebenfalls durch dieses neue Gesetz geregelt, ohne dass gegen die im Klagegrund angeführten Bestimmungen verstoßen wird.

B.11. Insofern im Klagegrund bemängelt wird, dass die angefochtenen Bestimmungen die Personen, die sich unter der Geltung des neuen Gesetzes scheiden ließen, auf die gleiche Weise behandelten, ohne danach zu unterscheiden, ob sie vor oder nach dessen Inkrafttreten geheiratet hätten, ist er unbegründet.

In Bezug auf die zweite angeführte Diskriminierung

B.12. Die klagenden Parteien führen an, indem der Gesetzgeber die zeitliche Begrenzung des Unterhalts unmittelbar zur Anwendung bringe, selbst in Bezug auf Unterhalt, der durch Gerichtsentscheidungen zuerkannt worden sei, die vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes endgültig geworden seien, verstoße er gegen die in B.3 angeführten Bestimmungen, insbesondere da die Rechtskraft, die für diese Gerichtsentscheidungen gelte, ebenso verletzt werde wie die rechtmäßigen Erwartungen der Personen, die sie erwirkt hätten.

B.13. Artikel 42 des Gesetzes vom 27. April 2007 legt die Übergangsbestimmungen fest, die insbesondere den neuen Artikel 301 des Zivilgesetzbuches betreffen; dieser hat die vorherige Regelung des Unterhalts, der nach der Ehescheidung geschuldet ist, geändert.

In Bezug auf das Recht auf Unterhalt von Personen, die sich vor dem Inkrafttreten des Gesetzes aus einem bestimmten Grund haben scheiden lassen, hat das neue Gesetz keine Auswirkungen auf dieses am Tag seines Inkrafttretens endgültig erworbene oder ausgeschlossene Recht (Artikel 42 § 3).

Demgegenüber kann hinsichtlich der Dauer des Unterhalts, der vor dem 1. September 2007, dem Datum des Inkrafttretens des Gesetzes, gewährt worden ist, diese Dauer nicht länger sein als die Dauer der Ehe, und zwar in Anwendung von Artikel 42 § 5 des angefochtenen Gesetzes, in dem auf den neuen Artikel 301 § 4 des Zivilgesetzbuches verwiesen wird. Diese Begrenzung gilt also selbst für den Unterhalt im Anschluss an eine Ehescheidung, der durch ein vor dem Inkrafttreten des Gesetzes endgültig gewordenen Urteil festgelegt worden ist.

Wenn der Unterhalt für eine unbestimmte Dauer gewährt wurde, wird er zeitlich begrenzt und kann seine Dauer nicht länger sein als die Dauer der Ehe, wobei diese Dauer am Datum des Inkrafttretens des neuen Gesetzes, also am 1. September 2007, beginnt. Wenn der Unterhalt für eine bestimmte Dauer gewährt wurde, bleibt diese gültig, ohne jedoch einer der Dauer der Ehe entsprechende Zeitspanne überschreiten zu können; auch diese Dauer beginnt am 1. September 2007. Schließlich kann durch den Richter eine Verlängerung der Dauer des Unterhalts wegen außergewöhnlicher Umstände gewährt werden in Anwendung desselben neuen Artikels 301 § 4 des Zivilgesetzbuches und unter den in dieser Bestimmung festgelegten Bedingungen.

B.14. Diese durch den Gesetzgeber gewünschte Ausnahme wurde damit gerechtfertigt, dass es sich um eine Regel über eine Frist handle, so dass davon auszugehen sei, dass es eine Verfahrensregel sei, die gemäß den Regeln des Übergangsrechts unmittelbar anwendbar sei, selbst auf die vor dem Inkrafttreten des neuen Gesetzes verkündeten Ehescheidungen. So hat die Justizministerin präzisiert:

«Es werden die allgemeinen Grundsätze des Übergangsrechtes angewandt, so wie es im Übrigen 1998 bei dem neuen Gesetz über die Verjährung geschehen ist.

Dies ist die einzige Lösung, um die Rechte der Parteien miteinander zu vereinbaren und den Gleichheitsgrundsatz einzuhalten» (*Parl. Dok., Senat, 2006-2007, Nr. 3-2068/4, S. 89*).

Diese Meinung war Gegenstand einer ausführlichen Debatte. So warf eine Senatorin ein:

«Ein Gesetz, das die Weise regelt, auf die der Betrag des Unterhalts festgelegt wird, ist kein Verfahrensgesetz, sondern ein inhaltliches Gesetz. Das durch die Ministerin angeführte Übergangsrecht findet in diesem Fall also nicht Anwendung.

Warum ist im Übrigen nur Artikel 301 § 4, das heißt die Dauer der Unterhaltszahlung, Gegenstand von Übergangsmaßnahmen? Wie steht es um die Anwendung dieser Regel des Übergangsrechtes auf das eigentliche Prinzip des Unterhalts selbst und seine Berechnung?» (ebenda, S. 90).

Die Ministerin hat geantwortet, dass «wenn man von den allgemeinen Grundsätzen des Übergangsrechtes abweicht, dies zu Schwierigkeiten vor dem Schiedshof führen wird» (ebenda, S. 90).

Ein im Senat hinterlegter Abänderungsantrag mit dem Ziel, Paragraph 5 von Artikel 42 zu streichen, wurde abgelehnt. Er war insbesondere durch folgende Überlegung gerechtfertigt worden:

«Diese Bestimmung verletzt den Grundsatz der Rechtskraft der unter dem vorherigen Gesetz gefällten Urteile. Aufgrund dieses Prinzips können die vor dem Inkrafttreten des Gesetzes in Bezug auf Unterhaltsgelder getroffenen Entscheidungen nicht in Frage gestellt werden. Wenn die Dauer des Unterhaltsgeldes in der Vergangenheit aufgrund der geltenden Gesetzgebung nicht festgelegt worden ist, ist es unannehmbar, dass sie anschließend auf die Dauer der Ehe begrenzt werden kann, und dies ab dem Inkrafttreten des neuen Gesetzes. Dies in Frage zu stellen, würde auf ungerechte Weise die Parteien überraschen, deren Rechte aufgrund der vorherigen Gesetzgebung festgelegt worden sind» (*Parl. Dok., Senat, 2006-2007, Nr. 3-2068/2, Abänderungsantrag Nr. 35, p. 32*).

B.15. Die angefochtenen Bestimmungen könnten auf keinen Fall dazu führen, dass die rechtskräftigen Gerichtsentscheidungen in Frage gestellt würden. Sollten sie dieses Ziel verfolgen, so würden sie gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen, indem sie einer Kategorie von Personen den Vorteil von endgültig gewordenen Gerichtsentscheidungen entziehen würden, was durch keinen Umstand zu rechtfertigen ist.

B.16. Wenn in der Entscheidung über die Gewährung von Unterhalt dessen Dauer festgelegt wurde, verstößt Artikel 42 § 5 Absatz 3 des angefochtenen Gesetzes gegen die Rechtskraft, denn sie bestimmt, dass diese Dauer «anwendbar [bleibt], ohne dass sie über die in Absatz 2 vorgesehene Begrenzung hinausgehen darf», das heißt, dass sie nicht über die Dauer der Ehe hinausgehen darf, wobei diese Frist am Datum des Inkrafttretens des Gesetzes beginnt.

B.17. Wenn in der Entscheidung über die Gewährung von Unterhalt keine Dauer festgelegt worden war, konnte sie durch den Richter unter den Bedingungen des ehemaligen Artikels 301 § 3 des Zivilgesetzbuches geändert werden, der wie folgt lautete:

«Reicht der Unterhalt infolge von Umständen, die vom Willen des Begünstigten unabhängig sind, in breitem Umfang nicht mehr aus, um die in § 1 vorgesehene Lage zu sichern, kann das Gericht den Unterhalt erhöhen.

Wenn infolge einer einschneidenden Änderung der Lage des Begünstigten der Betrag des Unterhalts nicht mehr berechtigt ist, kann das Gericht den Unterhalt herabsetzen oder streichen.

Gleiches gilt auch im Falle einer einschneidenden Änderung der Lage des Unterhaltspflichtigen infolge von Umständen, die von seinem Willen unabhängig sind».

Folglich kann nicht davon ausgegangen werden, dass die gerichtliche Entscheidung, mit der Unterhalt gewährt worden ist, unwiderruflich festgelegte Rechte hätte entstehen lassen.

B.18. Indem der Gesetzgeber jedoch die Regelung eines zeitlich unbegrenzten Unterhalts vorbehaltlich der Anwendung des vorherigen Artikels 301 § 3 des Zivilgesetzbuches durch eine Regelung ersetzt hat, die von Rechts wegen den Unterhalt beendet nach einer Dauer, die der Dauer der Ehe entspricht, verletzt er auf diskriminierende Weise die rechtmäßigen Erwartungen der Personen, deren Situation unter der Geltung des vorherigen Gesetzes festgelegt worden war, wobei diese nur unter den darin festgelegten Bedingungen geändert werden konnte.

B.19. Der neue Artikel 301 § 4 Absatz 2 des Zivilgesetzbuches ermöglicht es dem Gericht zwar, «die Frist [zu] verlängern», falls «außergewöhnliche Umstände» vorliegen, wenn der Unterhaltsberechtigte nachweist, dass er nach Ablauf dieser Frist «aus von seinem Willen unabhängigen Gründen noch immer bedürftig bleibt». Im selben Artikel wird jedoch verdeutlicht, dass «in diesem Fall [...] der Unterhaltsbetrag dem Betrag [entspricht], der erforderlich ist, um den Unterhaltsberechtigten aus seiner Bedürftigkeit herauszuholen», d.h. einem Betrag, der meistens viel niedriger sein wird als der Betrag, der in Anwendung des früheren Artikels 301 § 1 des Zivilgesetzbuches gewährt wurde. Dieser Bestimmung zufolge sollte der Unterhalt den Unterhaltsberechtigten in die Lage versetzen, «unter Berücksichtigung seiner Einkünfte und seiner Möglichkeiten [...] ein Dasein unter gleichwertigen Bedingungen zu führen wie zur Zeit des Zusammenlebens». Der Betrag, der der «Bedürftigkeit des Unterhaltsberechtigten» entspricht, ist ebenfalls niedriger als der Betrag, der durch den neuen Artikel 301 § 3 des Zivilgesetzbuches gewährt wird, dem zufolge «das Gericht [...] den Unterhaltsbetrag [bestimmt], durch den der Unterhaltsberechtigte zumindest aus seiner Bedürftigkeit herausgeholt wird», wobei die «Einkünfte und Möglichkeiten der Ehegatten und die erhebliche Verschlechterung der wirtschaftlichen Situation des Unterhaltsberechtigten» berücksichtigt werden.

B.20. Der Gesetzgeber konnte zwar beschließen, dass für die in Anwendung des neuen Gesetzes ausgesprochenen Ehescheidungen der Unterhalt innerhalb der darin vorgesehenen Grenzen festgelegt wird, insbesondere hinsichtlich der Dauer, doch es ist nicht vernünftig gerechtfertigt, die gleiche Regelung auf den Unterhalt anzuwenden, der unter dem vorherigen Gesetz durch gerichtliche Entscheidungen, die vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes endgültig geworden sind, gewährt wurde.

B.21. Insofern ist der Klagegrund begründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt Artikel 42 § 5 des Gesetzes vom 27. April 2007 zur Reform der Ehescheidung für nichtig.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, in der öffentlichen Sitzung vom 3. Dezember 2008.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
PERSONEEL EN ORGANISATIE

N. 2008 — 4624

[C — 2008/02163]

19 DECEMBER 2008. — Koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 27, § 3, van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, inzonderheid op artikel 27, § 2, vervangen bij de wet van 3 december 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 december 2000, 3 oktober 2003, 1 februari 2005, 22 februari 2006 en 14 februari 2008, en § 3, vervangen bij de wet van 3 december 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 oktober 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Staatssecretaris voor Begroting van 28 oktober 2008;

Gelet op het protocol nr. 164/1 van 15 december 2008 van het Gemeenschappelijk comité voor alle overheids-diensten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de verlenging van de stelsels van de vrijwillige vierdagenweek en van de halftijdse vervroegde uittreding reeds moet ingaan op 1 januari 2009 en dat er momenteel veel aanvragen voor beide stelsels niet kunnen worden behandeld;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 27, §2, van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, vervangen bij de wet van 3 december 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 december 2000, 3 oktober 2003, 1 februari 2005, 22 februari 2006 en 14 februari 2008 worden de woorden « 31 december 2008 » en de woorden « 1 januari 2009 » respectievelijk vervangen door de woorden « 31 december 2010 » en de woorden « 1 januari 2011 ».

SERVICE PUBLIC FEDERAL
PERSONNEL ET ORGANISATION

F. 2008 — 4624

[C — 2008/02163]

19 DECEMBRE 2008. — Arrêté royal pris en exécution de l'article 27, § 3, de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, notamment l'article 27, § 2, remplacé par la loi du 3 décembre 1997 et les arrêtés royaux des 14 décembre 2000, 3 octobre 2003, 1^{er} février 2005, 22 février 2006 et 14 février 2008, et § 3, remplacé par la loi du 3 décembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 octobre 2008;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 28 octobre 2008;

Vu le protocole n° 164/1 du 15 décembre 2008 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la prolongation des régimes de la semaine volontaire de quatre jours et du départ anticipé à mi-temps doit déjà entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2009 et que de nombreuses demandes pour ces deux régimes ne peuvent pas être traitées pour le moments;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 27, § 2, de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public, remplacé par la loi du 3 décembre 1997 et modifié par les arrêtés royaux des 14 décembre 2000, 3 octobre 2003, 1^{er} février 2005, 22 février 2006 et 14 février 2008, les mots « au 31 décembre 2008 » et les mots « 1^{er} janvier 2009 » sont respectivement remplacés par les mots « au 31 décembre 2010 » et les mots « 1^{er} janvier 2011 ».